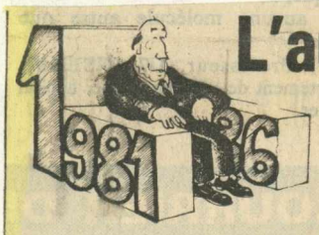
CINQ ANS DE POLITIQUE SOCIALISTE FACE A LA CRISE

Page 4 – LE MONDE – Jeudi 6 mars 1986



L'autre logique de la rigueur

par BRUNO DETHOMAS

Dresser un bilan, c'est toujours prendre parti. Difficile dès lors de s'y retrouver entre une gauche qui affirme que *« la France n'a jamais été aussi bien gérée »*, que *« le redressement économique a été réussi »*, et une droite qui répond que *« la France n'a cessé de prendre du retard par rapport au reste du monde industrialisé »*, que *« le seul succès des socialistes est d'avoir remplacé la perspective de la faillite par la certitude du déclin »*.

L'appréciation des évolutions est d'autant plus difficile que la gauche au pouvoir a mené deux politiques opposées, sans jamais oser l'avouer ; tout d'abord *« une stratégie de relance par l'engagement de l'Etat »*, comme la qualifiait, en octobre 1981, M. Laurent Fabius, alors ministre délégué au budget, puis une politique de rigueur et de désengagement de l'Etat à partir de juin 1982. Encore faut-il souligner que la seconde a résulté directement de l'échec de la première sous la puissance des contraintes extérieures (la montée de l'endettement). Tous les journalistes économiques qui osaient émettre des doutes sur les résultats financiers de la politique économique menée dans la première période ont encore en mémoire le mépris avec lequel on leur expliquait qu'ils ne comprenaient rien à *« l'autre logique »*.

Etablir un bilan, c'est d'abord faire des comparaisons. Faut-il alors rapprocher les résultats des promesses ? On ne saurait oublier, en effet, que les socialistes, avant leur arrivée au pouvoir, avaient promis, par la bouche de M. Mitterrand, *« l'embauche d'un million de jeunes »*. Ils préconisaient, pour y parvenir, le volontarisme politique, c'est-à-dire la relance de la croissance, de la production d'acier (24 millions de tonnes), de l'extraction de charbon (30 millions de tonnes), de la construction de logements, une politique industrielle de filières sous la houlette d'un plan enfin utile. Cinq ans après – prise en compte des réalités ou révision idéologique, – plus personne ne parle du plan ; la croissance française est la plus faible des grands pays industrialisés, les relances de la construction, du charbon et de la sidérurgie ont été remisées, et l'on frôle les 2,5 millions de chômeurs dénoncés naguère par Laurent Fabius comme *« un niveau inacceptable »* et qui *« sera atteint en 1985 si l'on continue votre politique »*, disait-il à M. Papon en octobre 1980. Pis, le plan, car il existe encore, prévoit plutôt pour 1990 une aggravation de la situation de l'emploi.

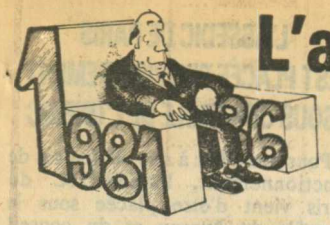
Mais il faut aussi rappeler que M. Chirac promettait *« solennellement »* en 1981 *« 20 % d'inflation »* et *« une activité économique proprement étranglée »* ; bref, une véritable catastrophe économique et financière. Alors qu'avec 4,7 % en glissement en 1985 l'inflation est à son plus bas niveau depuis dix-huit ans, et que l'investissement industriel – et accessoirement la Bourse – se porte bien. De là à dire que les socialistes ont échoué là où on les attendait (chômage, croissance) et réussi là où on ne les attendait pas (inflation, gestion), il y a un pas que nombre d'observateurs franchissent.

Laissons les mots et les promesses pour nous intéresser aux faits. Les socialistes se réfèrent essentiellement aux comparaisons franco-françaises. Non sans raison. L'inflation était de 13,7 % en rythme annuel en mai 1981, elle sera inférieure à 4 % en mars 1986.

Le chômage est le seul point noir. Certes, de la fin de 1975 à la fin de 1980, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites avait augmenté de 68 %, passant de 927 100 à 1 558 000 ; et il n'a augmenté que de 49 % de décembre 1980 à décembre 1985. Mais, avec 764 000 demandes contre 631 000 (et encore compte-t-on les « tucistes » comme ayant un emploi), le nombre de chômeurs a en fait augmenté. En outre, si en 1985 le chômage s'est légèrement tassé, la France a enregistré, sur la période, une destruction nette de 339 000 emplois, alors que, les cinq années précédentes, 423 000 emplois avaient été créés.

(Lire la suite page 30.)

1



L'autre logique de la rigueur

(2)

(Suite de la première page.)

Enfin, la durée moyenne de chômage s'est fortement allongée (de près d'un tiers, pour s'approcher d'un an) et le pourcentage de jeunes sans emploi atteint une proportion particulièrement inquiétante (25,6 % des 15-24 ans, selon l'OCDE, soit le taux le plus élevé des grands pays, si l'on excepte l'Italie).

Le déficit extérieur, en revanche, s'était creusé en 1980 (– 17,6 milliards de francs pour la balance des paiements courants) et était encore négatif au premier semestre de 1981 (– 5,7 milliards) : les échanges sont aujourd'hui équilibrés. Enfin, la croissance, avec 1,3 % en 1985, est très légèrement supérieure à ce qu'elle était en 1980 (1,2 %).

Mais comparer 1981 à 1986, c'est faire peu de cas du contexte international. On était alors en plein second choc pétrolier, avec une facture énergétique passée, de 1979 au début de 1981, en moyenne mensuelle de 7 milliards à 13 milliards de francs, soit en année pleine un surplus de 60 milliards de francs, avec à la clé une économie mondiale fortement inflationniste. On est aujourd'hui, avec l'érosion du dollar, des matières premières et des cours du pétrole, en plein contre-choc pétrolier, dans une période de rapide désinflation.

Se contenter des comparaisons franco-françaises, c'est, en outre, ne pas tenir compte, alors que les frontières sont de plus en plus largement ouvertes, de la compétition internationale dans laquelle le pays est engagé. Aussi nous paraît-il intéressant de poser la question de la façon suivante : la France a-t-elle mieux négocié le second choc pétrolier entre 1981 et 1986 que le premier entre 1974 et fin 1978, que ce soit par rapport à l'Allemagne fédérale ou aux six autres grands pays industrialisés ? Cela permet de mesurer une évolution relative des grands équilibres dans une période qui recoupe les cinq premières années du septennat des deux derniers présidents de la République, et dans un contexte international qui, sans être complètement comparable, avait un certain nombre de points communs.

Légère érosion

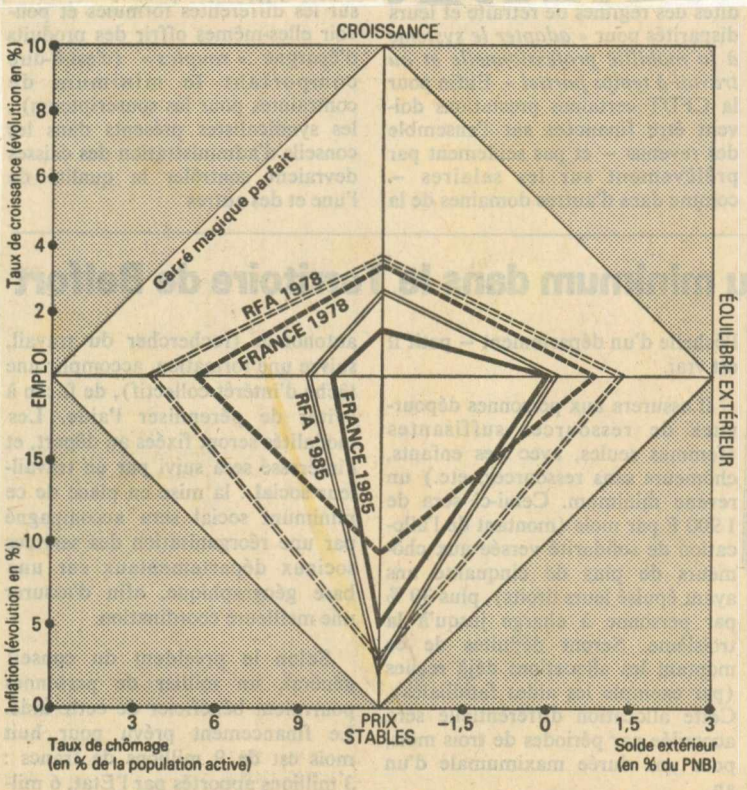
La prise en compte des quatre grands indicateurs économiques qui servent à qualifier une gestion rigoureuse – la maîtrise des coûts (l'inflation), l'activité des hommes (l'emploi), l'activité économique (la croissance) et le dynamisme relatif du pays face à l'extérieur (le solde des paiements courants) – pour la France et l'Allemagne fédérale, son premier partenaire commercial, donne une première indication. Le « carré magique » qui en résulte *(voir graphique ci-contre)* permet de visualiser l'évolution : plus grande est la surface, meilleure est la gestion. De manière immédiate, on peut apercevoir qu'entre 1978 et 1985 (mais la comparaison entre 1980 et 1985 donne les mêmes résultats) la « surface » allemande s'est légèrement accrue par rapport à celle de la France.

Cette très légère érosion de la position française au regard des pays concurrents, on peut aussi la remarquer à l'intérieur du groupe des sept principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada). On s'aperçoit, en effet, que la place de l'Hexagone dans ce classement n'a guère progressé que sur les prix (par rapport à 1978, mais pas par rapport à 1980) et qu'elle a régressé légèrement sur le chômage comme sur la croissance *(voir tableau ci-dessous)*

De cette constatation, on ne saurait cependant tirer d'arguments absolus. Tout d'abord, parce que – bilan oblige – s'arrêter ainsi à un moment donné fige le jugement. Aurait-on pris 1982, et la croissance relative de la France aurait été plus forte, tout comme son inflation et son déficit extérieur. Ensuite, parce que ces grands indicateurs, pour importants qu'ils soient, ne résument pas une politique économique. S'intéresse-t-on au pouvoir d'achat du revenu disponible sur la législature, et l'on s'aperçoit que les Français n'ont pas été particulièrement défavorisés. Même si deux années durant, il a été en baisse. Cela n'a pas empêché le pouvoir d'achat du SMIC d'augmenter, de 1981 à 1986, de 12,2 %. La création d'entreprises se porte mieux, et l'investissement industriel, après avoir fortement chuté, s'est redressé spectaculairement ; il est vrai que cette courbe est l'inverse de celle des charges des entreprises qui, après avoir atteint leur sommet historique en 1982, ont amorcé leur décrue. En outre, la part de l'Etat dans l'économie - les fameux prélèvements obligatoires, – après avoir fortement augmenté au début de la législature, a finalement été stabilisée. Enfin, les patrons ne peuvent guère se plaindre, car ils ont bénéficié d'une paix sociale rarement atteinte – ce qui a permis des suppressions d'emplois sans trop de drame dans l'industrie, – et ils devraient profiter aussi de la réforme du financement de l'économie.

En revanche, le franc, s'il se porte bien en 1985, n'en a pas moins connu trois dévaluations dans la législature et une perte de valeur de 13 % par rapport au panier des huit principales monnaies entre avril 1981 et fin 1985 ; l'endettement extérieur net de la France, même s'il bénéficie actuellement de l'érosion du dollar, n'en a pas moins été multiplié par trois sur la période, tout comme la dette interne qui dépasse désormais 1 200 milliards de francs.

Ce jugement, enfin, ne serait pas complet si l'on y ajoutait ce qui n'est pas immédiatement quantifiable mais qui peut permettre à l'avenir d'améliorer la « machine économique ». La cure de réalisme qu'a connue le pays a changé considérablement l'esprit d'entreprise, et la désindexation des salaires par rapport aux prix est sans doute l'une des données économiques majeures de la législature. L'augmentation des budgets de la recherche et de la formation sont d'autres indices, productifs à plus long terme. Dans les acquis sociaux, si l'on peut être sceptique sur la généralisation de la retraite à soixante ans, alors que va s'inverser la proportion actifs - non-actifs (un ancien conseiller de M. Mauroy, M. Johanet, propose ainsi d'augmenter la durée de cotisation qui ouvre droit à la retraite en fonction de l'évolution de la durée de vie moyenne) et si l'on est certain que les trente-neuf heures payées quarante – une des erreurs essentielles du début du septennat – ont bloqué le processus de la réduction du temps de travail, les *« droits nouveaux des travailleurs »*, en développant l'expression des salariés et le dialogue social dans l'entreprise, sont une indéniable avancée non seulement sociale mais aussi économique.



Le carré extérieur, ou « carré magique », simule une conjoncture parfaite : inflation et chômage nuls, croissance forte, solde extérieur important. Les figures intérieures marquent les réalités, moins roses, de 1978 et de 1985

On le voit, il n'y a pas de jugement noir ou rose. Autant les socialistes ont été irrités par le bilan établi par la commission Bloch-Lainé au début de la législature, autant l'opposition supporterait sans doute mal un travail d'une même commission qui conclurait sans doute à l'avancée dans tel secteur, au recul dans tel autre. En outre, une vérité n'est acceptable que lorsqu'elle est partagée par le plus grand nombre. La cure de réalisme suivie par une gauche trop longtemps éloignée du pouvoir – quelle qu'a pû être la confusion idéologique qui en a résulté – permet désormais aux Français (si l'on fait exception des extrêmes) d'être d'accord sur l'essentiel. Ce n'est pas là le moindre des acquis de la législature socialiste.

1978	Prix %	Croissance %	Solde des paiements en milliards de dollars	Chômage % de la population active
ÉTATS-UNIS	6,8 (3)	4,4 (2)	– 15,4 (7)	5,9 (4)
JAPON	4,5 (2)	5,6 (1)	+ 16,5 (1)	2,2 (1)
ALLEMAGNE	2,6 (1)	3,5 (3)	+ 9 (2)	3,6 (2)
FRANCE	9,3 (6)	3,3 (5)	+ 6,9 (3)	5,2 (3)
ROYAUME-UNI	8,3 (5)	3,3 (5)	+ 1,8 (5)	8,1 (6)
ITALIE	12,1 (7)	2,6 (6)	+ 6,1 (4)	7,2 (5)
CANADA	7,3 (4)	3,4 (4)	– 4,3 (6)	8,3 (7)
1980				
ÉTATS-UNIS	10,2 (3)	– 0,2 (6)	3,7 (2)	7,2 (3)
JAPON	7,1 (2)	4,2 (1)	– 10,7 (6)	2,5 (1)
ALLEMAGNE	5,4 (1)	1,8 (3)	– 16,4 (4)	5 (2)
FRANCE	13,5 (5)	1,2 (4)	– 7,4 (4)	7,5 (4)
ROYAUME-UNI	16 (6)	– 1,8 (7)	+ 7,4 (1)	10,5 (7)
ITALIE	20,4 (7)	4 (2)	– 9,5 (5)	8,25 (6)
CANADA	10,5 (4)	0 (5)	– 1,6 (3)	7,5 (4)
1985 (1)				
ÉTATS-UNIS	3 (3)	2,5 (4)	– 128 (7)	7,25 (2)
JAPON	2,5 (2)	5 (1)	+ 4,7 (1)	2,75 (1)
ALLEMAGNE	2,2 (1)	2,5 (4)	+ 12,7 (2)	9,3 (3)
FRANCE	4,7 (5)	1,3 (7)	0 (4)	10,3 (6)
ROYAUME-UNI	5,7 (6)	3,25 (3)	+ 4,2 (3)	11,75 (7)
ITALIE	9,25 (7)	2,25 (5)	– 7,5 (6)	10,25 (5)
CANADA	4 (4)	4 (2)	0 (4)	9,75 (4)

(1) Estimation OCDE ou réalisation.